

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## COP 15 : Rose Christiane Ossouka Raounda représente le chef de l'Etat à Abidjan

LA 15e session de la Conférence des Parties (COP 15) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification s'est ouverte hier dans la capitale ivoirienne.

O. N.  
Libreville/Gabon

LA Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raounda, a représenté, hier, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à la 15ème session de la Conférence des Parties (COP 15) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Des assises qui se tiennent à Abidjan en Côte d'Ivoire, en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement dont le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara.

Au cours de ce rendez-vous, la cheffe du gouvernement gabonais a présenté aux participants la contribution du Gabon à la stratégie de restauration des terres dégradées et son impact sur l'atténuation des effets néfastes provoqués par les sécheresses en conséquence du dérèglement climatique.

A noter qu'à cette même occa-



La Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raounda (en noir), ici à Abidjan aux côtés du président Alassane Dramane Ouattara.

sion les chefs d'Etat et de gouvernement ont lancé "l'Appel d'Abidjan". Lequel appel réaffirme l'engagement des parties vis-à-vis du programme de développement durable à l'horizon 2030. Notamment s'agissant de la neutralité en matière de dégradation des terres...

Il faut souligner qu'en marge de ses assises, Mme Rose Christiane Ossouka Raounda a été

reçue en audience par le président ivoirien. Occasion pour elle de transmettre à Alassane Dramane Ouattara un message de son homologue et frère Ali Bongo Ondimba.

Pour revenir à la COP, rappelons que depuis le 06 septembre 1996, le Gabon fait partie des 197 Etats membres de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

## Élections générales 2023 : "Djoui L'akassi" milite pour le bulletin unique

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

UNE nouvelle plateforme politique des femmes issues de huit chapelles politiques, dénommée "Djoui L'akassi" (Ndlr: la voix des femmes en langue Obamba) a été portée sur les fonts baptismaux le week-end écoulé. Les membres de ce regroupement politique féminin comptent bien jouer leur partition aux élections générales à venir.

À en croire la coordinatrice de "Djoui L'akassi", Marie-Rose Melighe-Me-Ngwa, ledit mouvement réunit "des Gabonaises de toutes origines et de toutes conditions éprises de paix et d'amour pour leur pays", dont des femmes issues de la société civile et des organisations non gouvernementales.

Bon à savoir, " Djoui L'akassi" est une plateforme composée de femmes de l'Union nationale (UN), du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), du Rassemblement pour le Gabon (RPG), de l'Union socialiste progressiste (USP), de l'Union des patriotes gabonais loyalistes (UPGL), des Démocrates (LD), du

Rassemblement pour l'alternance pacifique et indépendance démocratique (RAPID), de l'Union nationale des forgerons (UNAF), du Mouvement de redressement national (MORENA) et celles du PNG-Gabon vert.

"On refuse de voir les femmes politiques gabonaises ne pas proposer des idées utiles à la construction d'un nouveau modèle de société", a déploré la coordinatrice de ladite plateforme. Cette dernière de préciser que les femmes "comptent désormais faire entendre leur voix".

Comme on pouvait s'y attendre, Rose Melighe-Me-Ngwa et ses congénères ont dressé un tableau peu reluisant de l'actuelle gouvernance.

Dans la foulée, les élections générales à venir ne les laissent point indifférentes. Tant s'en faut. D'ailleurs, elles souhaitent de tout cœur des consultations apaisées. L'oratrice est d'avis que "le bulletin unique a l'avantage de réduire le coût d'impression, de faciliter le choix de l'électeur et d'éviter les enveloppes accolées. Arrêtons le tripatouillage, arrêtons les violences post-électorales !"



Une partie du directoire de la nouvelle plateforme des femmes de l'opposition.

## Miroir du gouvernement

### Sortir de l'ombre !

ÊTRE ou ne pas être : telle est la question que plusieurs membres du gouvernement pourraient se poser. D'autant que depuis le réaménagement de l'équipe gouvernementale le 8 mars dernier, ils ont bien du mal à exister, à rendre leurs actions visibles.

Tenez par exemple, avec le coût actuel de la vie, d'aucuns s'attendaient à ce que la ministre de l'Économie et de la Relance, Jeanine Lydie Roboty-Mbou, et son collègue du Commerce, des Petites et Moyennes entreprises, Yves-Fernand Mamfoumbi, soient sur tous les fronts pour venir exposer au grand jour les mécanismes et la stratégie qu'entend mettre en place le gouvernement afin de permettre aux populations de faire face au mieux

à la flambée actuelle des prix des denrées alimentaires et autres produits.

Bien que celle-ci, selon de nombreux spécialistes, résulte en grande partie des facteurs exogènes, cela ne devrait pas pour autant totalement justifier l'inaction du gouvernement sur ce sujet. D'autant plus que dans le même temps, d'aucuns ont le sentiment que certains opérateurs économiques profitent allègrement de la situation pour agir à leur guise, au grand dam des consommateurs.

Car entre nous soit dit, les tensions nées de la situation actuelle en Ukraine suffisent-elles à expliquer l'augmentation des prix constatée de certains produits, ici et là, en l'espace de vingt-quatre heures sur toute l'étendue du

territoire national ?

Bref, Jeanine Lydie Roboty-Mbou et Yves-Fernand Mamfoumbi ont, comme qui dirait, véritablement du pain sur la planche. Car la situation devient intenable pour de nombreux ménages. D'autant plus qu'après deux ans de confinement, ils ne savent plus comment joindre les deux bouts. Vu que là aussi, d'aucuns estiment, à tort ou à raison, que Jeanine Lydie Roboty-Mbou tarde à mettre sur pied les mécanismes de la relance de la machine économique. Tant les signes de la reprise sont loin d'être perceptibles.

J.KOMBILE MOUSSAVOU